



La facture d'électricité est devenue une feuille d'impôt. Itinera plaide pour une facture transparente et appelle les gouvernements à ne pas répercuter les coûts de leurs politiques sur les consommateurs.

2012/31
27 | 12 | 2012



2012 était l'année du gel des prix du gaz et de l'électricité. Le 1er janvier 2013, cette mesure prend fin. Cette mesure avait été annoncée dans l'accord gouvernemental comme un moyen de maîtriser la facture énergétique globale pour les citoyens. Fin 2012, Itinera fait le bilan.

La facture d'électricité a évolué vers une feuille d'impôt. Les coûts des politiques en matière d'énergie renouvelable, de mesures sociales, le kWh gratuit,... sont répercutés sur le consommateur à travers les coûts de distribution. Cela a comme conséquence que la facture d'électricité continuera à augmenter à l'avenir. Si le gouvernement fait lui-même des choix qui augmentent le prix de l'électricité, alors geler les prix de l'électricité est en fait de l'autorégulation, ou de la régulation des gouvernements régionaux par le gouvernement fédéral. L'Itinera Institute soutient que le consommateur a droit à une facture transparente et qu'il doit seulement payer pour le coût réel, et non pour les répercussions illimitées de toutes sortes de politiques coûteuses.

La grande attention portée aux problèmes de gaz et d'électricité fait presque oublier que les prix de **tous** les biens et services en Belgique sont 8% plus élevés que dans les autres pays de la zone euro. Itinera espère que 2013 marque également le début d'un débat approfondi sur la problématique structurelle des prix de l'économie belge.

La facture d'électricité est devenue une feuille d'impôt

L'électricité dans notre pays est plus chère que le prix moyen de nos voisins. Il est important de remarquer que l'augmentation des prix de l'électricité ces dernières années résulte pour 75% d'impôts et de coûts de distribution plus élevés. Les coûts de distribution ont augmenté en raison

de choix politiques. Par exemple la répercussion dans la facture d'électricité du coût des énergies renouvelables, des économies d'énergie, des mesures sociales, du soi-disant «kWh gratuit» et ainsi de suite. Ceci a comme conséquence que la facture d'électricité continuera à augmenter de manière prévisible à l'avenir. C'est surtout le développement de parcs éoliens offshore qui aura un impact majeur sur la facture. Si le gouvernement fait lui-même des choix qui augmentent le prix de l'électricité, alors geler les prix de l'électricité est en fait de l'autorégulation, ou de la régulation des gouvernements régionaux par le gouvernement fédéral. "Actuellement, la part du produit électricité représente seulement 38% de la facture d'électricité. Est-ce que cette facture est toujours une facture d'électricité. Au bout du compte la facture d'électricité évolue lentement vers une feuille d'impôt. Le gouvernement ne peut plus continuer à répercuter les coûts de choix politiques sur le consommateur final pour ensuite prétendre que les prix ne devraient pas augmenter »: déclare Johan Albrecht.

Vers une facture d'énergie transparente

"La solution n'est pas le gel temporaire des prix, mais un effort systématique pour rendre la facture énergétique réellement transparente. Les composants 'non-électriques' devraient être assez vite retirés de la facture du consommateur »: déclare Johan Albrecht. Les gouvernements doivent puiser dans les ressources générales pour financer eux-mêmes le coût des politiques choisies - comme les énergies renouvelables et l'utilisation rationnelle de l'énergie - plutôt que de le répercuter à l'infini sur le consommateur final. Cela limiterait la facture globale d'énergie et le gouvernement protégerait le pouvoir d'achat du consommateur, comme convenu dans l'accord gouvernemental. Supporter soi-même les coûts des politiques conduira à une politique énergétique et climatique présentant un meilleur rapport coût-efficacité.

Le gel temporaire des prix du gaz et de l'électricité est une mesure sélective

La Belgique est 5% plus chère que les pays voisins et 8% plus chère que les pays de la zone euro. Le gaz et l'électricité ne représentent que 6% du budget des ménages selon Eurostat. Le problème des prix en Belgique est un problème général qui ne peut être réduit au gaz et à l'électricité. «Le gaz nous coûte 1% de plus que dans les pays voisins et est donc estimé à un

prix relativement correct (car il n'est plus pas 5 à 8% plus cher). Il n'y a pas de problème objectif avec le prix du gaz. La priorité est et reste un débat général sur la problématique globale des prix en Belgique. Le gaz et l'électricité ne sont qu'une partie de l'histoire. Il est d'ailleurs frappant de constater que le gouvernement Di Rupo est apparemment moins préoccupé par les prix de l'essence, du diesel et du mazout. Peut-être que cela a beaucoup à voir avec les droits d'accises élevés sur ces produits », explique Johan Albrecht.

Un débat nécessaire sur la problématique des prix

Les prix de **tous** les biens et services en Belgique sont 8% plus élevés que dans les autres pays de la zone euro. De plus, les prix à la consommation en Belgique ont **augmenté plus rapidement** que dans les pays voisins ; il n'y a pas de convergence des prix, mais un écart de prix de plus en plus en grand par rapport aux pays voisins. Les prix élevés à la consommation en Belgique sont problématiques pour le pouvoir d'achat de nos familles et préjudiciables à la compétitivité de nos entreprises. «Ce problème important exige une réponse structurelle concernant les coûts salariaux, le marché du travail, l'indexation et la politique concurrentielle», dit Johan Albrecht.

Pour des informations détaillées, lisez le rapport sur www.itinerainstitute.org

Pour plus d'informations, contactez [Johan Albrecht](mailto:Johan.Albrecht@itinerainstitute.org) (senior fellow Itinera - expert en énergie)
0476-51 15 43

Pour une croissance économique
et une protection sociale durables